

### Dilip Kanti Chakma

#### Évènements en 2020

##### **Droits légaux et développements réglementaires**

L'Inde a déclaré un confinement national le 24 mars à partir de minuit afin de contenir la propagation de la COVID-19. Les médias rapportent les souffrances de millions de travailleurs migrants, y compris des populations autochtones, qui ont bouleversé le monde. Les rapports et les images diffusées par des officiers de police frappant des travailleurs migrants à coups de bâton pour ne pas avoir respecté la quarantaine et qui auraient même pulvérisé du désinfectant sur ces derniers. Ne pouvant pas payer de loyer ou de nourriture, et en l'absence du transport public de l'Inter-État, les travailleurs migrants ont été obligés de faire de longs trajets à pied au péril de leur vie en été. De nombreux travailleurs sont morts d'épuisement sur la route, dont Kasa Madkami un homme autochtone âgé de 22 ans originaire de l'Odisha, mort le 11 mai 2020, alors qu'il rentrait chez lui depuis Hyderabad.

Au lieu de se préoccuper des premières nécessités de la population comme la nourriture, la santé, l'hébergement et les moyens de subsistance pendant le confinement, le gouvernement indien en a profité pour expulser les populations autochtones de leurs territoires et prendre les décisions réglementaires aux conséquences graves vis à vis de l'environnement et du bien-être des populations autochtones du pays.

Parmi ces mesures figurait le projet de recouvrement relatif à la pandémie du coronavirus.

Le 12 mai, le premier ministre Narendra Modi a annoncé le lancement de la campagne, comme dispositif pour aider le pays à se remettre du choc de la pandémie de coronavirus.

Le 18 juin, le premier ministre a lancé une vente aux enchères de 41 mines d'exploitation de charbon, mais estimés à 38 plus tard aux Madhya Pradesh, Jharkhand, Maharastra et à l'Odisha. Ces mines de charbon sont situées principalement dans les forêts et les zones denses habitées par les populations dont les moyens de subsistance dépendent des forêts et des ressources forestières. La nouvelle réglementation relative au charbon facilitera sans aucun doute les dépossessions et oppressions des populations autochtones comme le souligne le rapport : *Bearing the Brunt / Porter le poids*.

## **L'impact des réponses gouvernementales a la pandémie sur les populations autochtones en Inde, publié par IWGIA en septembre 2020.**

La décision gouvernementale de mettre aux enchères des mines de charbon a provoqué une vague de protestation des populations locales, des ouvriers de la mine et des activistes environnementaux. Le 2 juillet 2020, le syndicat des ouvriers de la mine a mené une manifestation nationale contre la décision du gouvernement central de mettre aux enchères les stocks de charbon. Le gouvernement étatique de Jharkhand a déplacé la Cour Suprême et remis en cause la décision gouvernementale qui indique que cela a un impact sur l'environnement et que la population tribale et ses forêts vont être sévèrement affectées. Les gouvernements étatiques de Maharashtra et Chhattisgarh ont également écrit au gouvernement de l'union pour s'opposer à la vente.

De nombreuses organisations collaborant avec les communautés autochtones telles que le Jharkhand *Janadhikar Mahasabha*, le *Chhattisgarh Bachao Andolan* et l'Agence nationale des mouvements populaires NAPM se sont opposés à ces ventes aux enchères. Plusieurs villages au Chhattisgarh se sont aussi opposés à la délocalisation. Le 15 juin, neuf chefs de village des *Gram Panchayats*, représentant 25 villages ont écrit au Premier ministre en demandant le retrait des cinq mines de charbon de la liste des enchères. Vingt *Gram Sabhas* (conseils de village) de l'État ont déjà passé des résolutions en 2015 opposant toute enchère des mines de charbon dans la région de Hasdeo Arand de l'État déclarant qu'une vente violerait la loi sur les droits forestiers (*Forest Rights Act -FRA*).

Le FRA donne le pouvoir aux *Gram Sabhas* de bloquer toute action de réaffecter leur territoire sans leur consentement

Le 20 juin 2020, on a aussi signalé des manifestations à Chandrapur, Maharashtra. Le 6 novembre 2020, la Cour Suprême dans son ordonnance provisoire a décliné l'arrêt de la vente en ligne des mines de charbon du Jharkhand mais clarifie que toute action du centre sera soumise aux ordonnances définitives. Plus tard, en plein confinement total, le 11 avril, le ministère de l'environnement, des forêts et du réchauffement climatique MoEFFCC a publié la *Notification d'évaluation provisoire sur l'impact environnemental EIA 2020* pour remplacer le EIA existant de 2006. Ce nouveau projet sape les droits des populations autochtones et l'autorité des *Gram Sabhas*. Le consentement des *Gram Sahbas* est obligatoire pour commencer tout projet conformément à la réglementation *Panchayats* (extension des zones répertoriées) de 1996 PESA et le FRA que la notification du projet EIA enfreint/supprime.

La notification provisoire de 2020 propose également une suppression *ex post facto* qui signifie que tout projet fonctionnant sans dédouanement environnemental sera une opportunité de devenir une unité légale en soumettant un plan de mesure et payer la condamnation prescrite.

En raison de plus en plus d'objections de part et d'autre du pays, le gouvernement indien n'a pas encore finalisé la notification EIA de 2020.

Le 22 avril, la Cour Suprême a annulé l'ordonnance de l'Etat du Andhra Pradesh en date de janvier 2000 qui a permis une réservation totale aux candidats de tribus répertoriées pour les emplois d'instituteurs dans les écoles des zones répertoriées, stipulant que c'était arbitraire et non permissible, selon la Constitution.

La Cour a réitéré l'arrêt *Indira Sawhney* de 1992 qui stipulait que les réservations validées constitutionnellement ne pouvaient pas s'étendre au-delà de 50 ans. Le jugement, ordonné par un banc constitutionnel formé de 5 magistrats, a plaidé contre l'ordre de la Haute Cour du Andhra Pradesh qui avait tenu soutenu l'ordre gouvernemental offrant une réservation totale. La réservation totale des tribus recensées avait pour but de promouvoir le développement de l'enseignement des tribus répertoriées compte tenu de l'absentéisme d'enseignants non autochtones dans les institutions scolaires des zones répertoriées. L'ordonnance de la Cour Suprême est donc un obstacle pour l'accès des populations autochtones à l'éducation. L'ordre enfreint aussi le caractère sacré de la Vème annexe de la Constitution qui est censée protéger les droits autochtones.

### **Les violations des droits des peuples autochtones par les forces de l'ordre**

Les forces de l'ordre sont toujours impliquées dans les violations des droits humains en 2020, c'est-à-dire la mort pendant la garde à vue et la torture des populations autochtones. Certaines personnes autochtones mortes prétendument par torture pendant leur garde à vue après avoir été mises en état d'arrestation pour actes criminels. Il en est ainsi pour 2 hommes autochtones tués au commissariat de Mayakonda au district davanagere du Karnataka le 6 octobre.

Des Adivasis du centre de l'Inde ont été victimes de torture et d'assassinats extrajudiciaires au cours des opérations anti maoïstes. Le 20 mars, la force policière a abattu un homme autochtone pendant une opération anti-maoïste près du village de Kumhardih dans le district khunti du Jharkhand. Le 15 juin, le personnel CRPF aurait prétendument torturé plusieurs villageois de tribus au cours d'une opération anti maoïste au village d'Anjadbera dans le district singhbhum ouest du Jharkhand. Le comité de recherche des faits le *Jharhand Janadhikar Mahasabha* (JJM) a confirmé que 11 villageois tribaux ont été torturés par le CRPF.

### **Violations des droits des populations autochtones par les groupes d'opposition armés**

Les groupes d'opposition armés, les maoïstes en particulier, sont toujours reconnus coupables de violations massives de la législation humanitaire internationale pendant l'année 2020, soit les enlèvements et les assassinats de civils et de populations autochtones. Les maoïstes ont continué de torturer et de tuer des gens sous prétexte qu'ils étaient des informateurs pour la police, ou simplement parce qu'ils n'obéissaient pas à leurs diktats. Dans un communiqué de presse du 8 octobre, les maoïstes ont revendiqué avoir tué 25 personnes tribales après un procès général à un *janadalat*, un tribunal populaire, comme sentence pour avoir travaillé comme informateurs pour la police dans le district

bijapur au Chhattisgarh. Un porte-parole des maoïstes a déclaré que ceux tués par les maoïstes comptaient 12 agents secrets, cinq espions en opération et 8 informateurs de la police. Tandis que la déclaration des maoïstes n'a pas spécifié la date de ces assassinats, la police a répondu que les maoïstes avaient tué 16 villageois tribaux la dernière semaine de septembre 2020. D'autres assassinats de personnes tribales ont eu lieu dans la forêt de Sarjamburu proche du commissariat goilker dans le district singhbhum ouest du Jharkhand le 19 avril, près de Chintalavedhi au Pedabayalumandal dans le district visakhapatnam du Andhra Pradesh le 3 août et au village khajuriguda dans le district malkangiri en Odisha le 21 octobre.

### **La non-restitution de la terre tribale aliénée**

Il existe un certain nombre de lois interdisant la vente ou le transfert de terres des populations autochtones aux individus non autochtones et restituant les terres aliénées aux propriétaires terriens autochtones. Cependant, ces législations ne donnent pas de résultats et sont invoquées pour préserver les terres autochtones ou restituer les terres aliénées. L'aliénation des terres autochtones par des moyens frauduleux ou par la force s'est poursuivie en 2020.

Début 2020, 420 familles autochtones du Kerala ont découvert que leurs terres, environ 2.730 hectares, ont été louées par la société de coopérative agricole de Attappady ACFS à LA Homes, une entreprise de construction dont le siège est à Thrissur, le 8 février 2019. La société est un projet conduit par l'État au village attappady au district de Palakkad et fondée en 1975 pour donner des terres à 420 familles autochtones. Les *pattayam* ou titres de propriété de cette terre transférée sont au nom de ces 420 familles autochtones, mais elles ont été finalement informées début 2020 du transfert illégal qui sera effectif pendant 25 ans, quand les hommes d'affaires ont commencé à la visiter.

Le 18 septembre, 50 activistes autochtones, originaires de différentes tribus du Attappady, ont signé une pétition contre la décision du barreau ACFS devant la Haute cour du Kerala. Le 22 septembre, le tribunal a gardé le contrat, pour une période de 2 mois, en attendant les nouveaux éléments. Le 20 novembre, le tribunal a prolongé le contrat de 3 mois.

Les populations autochtones de la région du nord est ont fait face à des attaques pour protéger leurs terres. Le 22 octobre, un membre d'une tribu a été grièvement blessé et est mort plus tard à l'hôpital dans une attaque par des non autochtones qui voulaient s'emparer de leurs terres au Laljuri à Kanchanpur, Tripura. Les populations autochtones qui ont résisté à l'attaque ont été arrêtées, torturées et jugées pour des infractions. Le 2 novembre, un autre membre tribal aurait été enlevé, torturé et jugé pour une infraction par la police après avoir protesté contre l'occupation illégale des terres agricoles par une entreprise privée à Vijawada en Andhra Pradesh.

### **Conditions des peuples autochtones déplacés en interne**

Le gouvernement indien n'a aucune information sur le nombre d'individus autochtones déplacés à cause des projets de développement, de construction ou de conflits. Le gouvernement a échoué dans la réhabilitation des autochtones déplacés en raison des conflits et des projets de développement ces dernières

années. Des milliers de membres *bru* (*reang*), continuent de vivre dans des conditions inhumaines dans des camps de réfugiés au Tripura depuis leur déportation du Mizoram des suites d'un conflit ethnique en 1997. Le 16 janvier, le gouvernement indien a signé un accord avec les gouvernements des Etats du Tripura et Mizoram et les chefs de la communauté *bru* pour loger définitivement environ 34.000 *bru* au Tripura. Selon cet accord, chaque famille *bru* déplacée doit obtenir une aide de 400.000 roupies comme caution fixe, une parcelle de terrain de 40 par 30 pieds, 150.000 Rs pour la construction de maisons, une aide financière de 5.000 roupies par mois et des rations gratuites pour les deux prochaines années dès la date d'emménagement. Le gouvernement indien a versé quelques 600 crores une échelle monétaire en Inde qui équivaut à 10 millions d'unités comme aide à la réinstallation. Bien que le ministre de l'Union pour les affaires domestiques Amit Shah ait présidé la signature de l'accord, que le gouvernement indien a décrit comme historique, les *Bru* n'ont pas pu être réhabilités avant la fin d'année 2020, en majeure partie à cause d'une opposition féroce des Bengalis locaux qui ne sont pas des tribus et les *Mizos* des tribus qui se sont opposés aux supposés projets du gouvernement étatique de Tripura pour installer 5.000 familles *bru* dans 6 endroits à la sous-division de Kanchanpur. Le 21 novembre, le comité de mouvement conjoint, incluant les Bengalis et les *Mizos* locaux, ont bloqués l'autoroute nationale reliant Assam à Argartala. La manifestation s'est envenimée et un protestataire a été abattu par les *Tripura State Rifles* (TSR), un membre tribal a été battu à mort par les protestataires a Panisagar dans le district nord de Tripura.

### **Répression selon les lois sur les forêts.**

De nombreuses populations autochtones vivant en forêt se sont vus refuser leurs droits en 2020. D'après les informations disponibles du ministère des affaires tribales, celles du 31 mars 2020, un total de 4.251.545 plaintes a été comptabilisées selon le FRA dont 41.22% ont été rejetés. La Section 45 du *Forest Right Act* - FRA stipule clairement :

*« Aucun membre d'une tribu répertoriée habitant une forêt ou d'autres populations traditionnelles des forêts ne doit être expulsé ou écarté des terres forestières conformément à leur occupation jusqu'à ce que leur reconnaissance et la procédure de vérification soient terminées. »*

La loi d'extension des zones répertoriées des *Panchayats*/ *The Panchayats (Extension to Scheduled Areas) Act* de 1996 stipule également que

*« Le Gram Sabha ou les Panchayats au niveau approprié doivent être consultés avant de prendre possession de leur terre dans les zones répertoriées ou d'installer des projets de développement et aussi avant l'installation et la réhabilitation des personnes touchées par ces projets dans les zones répertoriées. »*

Cependant, les populations autochtones ont été évincées malgré leurs plaintes conformément au FRA selon l'adjudication. Les gouvernementaux ont continué d'exclure les populations autochtones même durant le confinement causé par la COVID 19, même pour des gens ordinaires ayant des problèmes pour des besoins

vitaux, tels que pour le logement, l'alimentation, l'enseignement et les hôpitaux, etc. Les expulsions forcées ont mis les victimes dans une pauvreté extrême, la dépossession et la vulnérabilité aux infections du coronavirus et les laissant traumatisées.

Des cas d'expulsions forcées par des représentations forestiers pendant la période de confinement, comprenant 3 familles de la tribu *gutti koya* au village Kotha kotturu dans le district de l'est godavari de l'Andhra Pradesh le 13 avril.

32 familles tribales incluant 90 personnes au village de Sagada près de la zone forestière de khandualmali au district de Kalahandi de l'Odisha le 24 avril.

81 familles appartenant à la tribu *koya* au village Satyanarayanapuram dans le district Bhadradri-Kothagudem de Telangana en juin et 20 familles tribales expulsées du village de Dugli dans le district de Dhamtari du Chhattisgarh le 13 octobre. Dans de nombreux cas, les autorités ont incendié des habitations, détruit les récoltes en croissance et mis le feu aux grains alimentaires ce qui a engendré une pauvreté des familles autochtones expulsées.

### **Situation des femmes et filles autochtones privées de nombreux droits**

Les droits collectifs et individuels sont enfreints dans les espaces privés et publics. La violence sexuelle, les trafics, les assassinats, la chasse aux sorcières, la militarisation ou la violence de l'État et l'impact de la croissance provoqué par la délocalisation etc. sont restés des problèmes majeurs.

Dans son dernier rapport, *Crimes en Inde 2019* publié le 1er octobre 2020, le Bureau national des plaintes/ *National Crime Records Bureau - NCRB* du gouvernement indien a déclaré que 1.133 femmes tribales ont été violées en 2019. Les femmes autochtones ont subi des agressions sexuelles de civils et des forces policières. Ce cas de figure est encore d'actualité en 2020 avec plusieurs cas signalés.

- Une femme autochtone de 21 ans aurait été violée par un garde du CRPF alors qu'elle s'en allait faire paître son bétail à côté du camp CRPF dans la zone de Dubbakota relevant du district sukma au Chhattisgarh le 27 juillet 2020. Le garde CRPF a été arrêté après que la victime ait porté plainte.

- Le 1er juillet 2020, l'inspecteur responsable du commissariat de Biramitrapur dans le district sundargarh en Odisha a été arrêté et congédié pour avoir violé à plusieurs reprises une adolescente tribale de 13 ans à l'intérieur du commissariat.

- Des hommes et des femmes, incluant les populations autochtones ont été brutalisés, violentés et tués au nom de la chasse aux sorcières.

- D'après le dernier rapport du NCRB, des cas de meurtre associés à de sorcellerie étaient de 63 au total en 2018 à 104 en 2019, ce qui montre une augmentation de 65 %. Pourtant, il n'existe aucune législation condamnant la chasse aux sorcières. Des incidents de chasse aux sorcières sont récurrents en 2020.

- Le 26 juin, un couple tribal *koya* aurait été battu à mort par deux individus suspectés de pratique de sorcellerie au village de Pendalguda dans le district malkangiri en Odisha.

- Le 24 juillet, une veuve tribale de 36 ans a été attachée à un poteau et torturée par des villageois parce qu'elle était suspectée d'être une sorcière près de la ville de Valod dans le district tapi au Gujarat.

- Une autre femme tribale a été torturée et brûlée vive par ses proches dans le district rajkot au Gujarat le 18 novembre.

- En octobre, 3 membres d'une famille tribale *munda*, son épouse et sa fille ont été décapités par des villageois au village kuda du district khunti de Jharkhand pour motif de « pratique de la sorcellerie ».
- Le 30 septembre, deux personnes tribales, identifiées comme étant sorciers, parmi elles une femme, ont été lynchées, décapitées et brûlées vives par une foule en colère pour motif de pratique de la sorcellerie au village de Rahimapur dans le district karbi anglong en Assam. La majorité des victimes étant des femmes.

La chasse aux sorcières constitue l'une des formes de violence les plus habituelles/communes envers les femmes autochtones. Ces attaques sont motivées par un ensemble de croyances superstitieuses, des pratiques religieuses et des normes patriarcales. Les victimes des chasses aux sorcières sont souvent celles qui osent défier les normes patriarcales et les superstitions dans leurs communautés.

## Notes and Références

1. Since the Scheduled Tribes or "tribals" are considered India's Indigenous Peoples, these terms are used interchangeably in this text.
2. Bhardwaj, Prachi. "Bombay High Court could not have granted Scheduled Tribe status to 'Gowari' community, holds SC. Read what happens to admissions, employment secured so far." SCC Online, 18 December 2020. <https://www.sconline.com/blog/post/2020/12/18/bombay-high-court-could-not-have-granted-scheduled-tribe-status-to-gowari-community-holds-sc-read-what-happens-to-admissions-employment-secured-so-far/>
3. Government of India, Ministry of Home Affairs. "Office Order, 11011 /53/2012-NE- V." 27 September 2018. Accessed 19 February 2020. [https://mha.gov.in/sites/default/files/filefield\\_paths/HLC\\_Tripura.PDF](https://mha.gov.in/sites/default/files/filefield_paths/HLC_Tripura.PDF)
4. ASRP Mukesh. "World Indigenous People's Day: Jharkhand CM declares public holiday, Congress plans grand celebration." The Times of India, 9 August 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/ranchi/world-indigenous-peoples-day-cm-declares-public-holiday-cong-plans-grand-celebrations/articleshow/77438738.cms>
5. Das, Sib Kumar. "Coronavirus lockdown | Malkangiri tribal migrant worker dies of exhaustion." The Hindu, 14 May 2020. <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/coronavirus-lockdown-malkangiri-tribal-migrant-worker-dies-of-exhaustion/article31584759.ece>
6. "Unleashing Coal: New Hopes for Atmanirbhar Bharat." Press Information Bureau, 11 June 2020. [https://coal.nic.in/sites/upload\\_files/coal/files/curentnotices/PIBCoal-11062020.pdf](https://coal.nic.in/sites/upload_files/coal/files/curentnotices/PIBCoal-11062020.pdf)
7. Erni, Chris, and Signe Leth. "Bearing the Brunt: The Impact of Government Responses to COVID-19 on Indigenous Peoples in India." National Campaign Against Torture, ILAI and IWGIA. 10 September 2020. <https://www.iwgia.org/en/resources/publications/3838-bearing-the-brunt.html>
8. ANI. "Coal India unions on 3-day strike to protest against commercial mining, FDI." Business Standard, 3 July 2020. [https://www.business-standard.com/article/economy-policy/coal-india-unions-on-3-day-strike-to-protest-against-commercial-mining-fdi-120070300530\\_1.html](https://www.business-standard.com/article/economy-policy/coal-india-unions-on-3-day-strike-to-protest-against-commercial-mining-fdi-120070300530_1.html)
9. IANS. "SC says e-auction of Jharkhand coal mines subject to its final orders." Economic Times, 7 November 2020. <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/coal/sc-says-e-auction-of-jharkhand-coal-mines-subject-to-its-final-orders/79093104>
10. Jamwal, Nidhi. "After Jharkhand, Chhattisgarh and Maharashtra oppose the Centre's auction of 41 coal blocks for commercial mining." Gaon Connection, 22 June 2020. <https://en.gaonconnection.com/after-jharkhand-chhattisgarh-and-maharashtra-oppose-the-centres-auction-of-41-coal-blocks-for-commercial-mining/>
11. Ibid.
12. "NAPM demands that Centre immediately revoke the commercial auction of 41 coal blocks." Sabrang India, 26 June 2020. <https://sabrangindia.in/article/napm-demands-centre-immediately-revoke-commercial-auction-41-coal-blocks>
13. Ibid.
14. Rajalakshmi, T.K. "Auction of coal mines: Against all reason." Frontline, 17 July 2020. <https://frontline.thehindu.com/the-nation/article31951331.ece>
15. Aggarwal, Mayank. "20 gram sabhas in Chhattisgarh pass resolutions against auction of coal mines." Mint, 15 January 2015. <https://www.livemint.com/Politics/9ReivDrAjzdvv7d6Hw8NGL/20-gram-sabhas-in-Chhattisgarh-pass-resolutions-against-auct.html>
16. Ali, Mazhar. "Uproar in Chandrapur over Bander coal block auctioning." Times of India, 21 June 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/nagpur/uproar-in-chandrapur-over-bander-coal-block-auctioning/articleshow/76487744.cms>
17. IANS. "SC says e-auction of Jharkhand coal mines subject to its final orders." Economic Times, 7 November 2020. <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/coal/sc-says-e-auction-of-jharkhand-coal-mines-subject-to-its-final-orders/79093104>
18. PIB Delhi. "Notice period for draft Environment Impact Assessment Notification(EIA), 2020 extended till 30th June." Press Information Bureau, Government of India., 7 May 2020. <https://pib.gov.in/PressReleaseDetail.aspx?PRID=1621800>
19. Suresh, Sara. "Explained: The Curious Case of India's Draft EIA Notification 2020." The Print, 11 August 2020. <https://www.thequint.com/explainers/explained-the-curious-case-of-india-draft-environment-impact-assessment-notification-2020>

20. Supreme Court of India, Civil Appellate Jurisdiction. "Chebrolu Leela Prasad Rao and Ors. v. State of AP and Ors." 22 April 2020. [https://main.sci.gov.in/supremecourt/2002/8431/8431\\_2002\\_31\\_1501\\_21807\\_Judgement\\_22-Apr-2020.pdf](https://main.sci.gov.in/supremecourt/2002/8431/8431_2002_31_1501_21807_Judgement_22-Apr-2020.pdf)
21. Khare, Divy. "Man thrashed for goat 'theft', dies in custody." The Times of India, 6 September 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/ranchi/man-thrashed-for-goat-theft-dies-in-custody/articleshow/77956547.cms>
22. Express News Service. "Four cops suspended in Karnataka custodial death case, kin to get Rs 8.25 lakh in compensation." The New Indian Express, 7 October 2020. <https://www.newindianexpress.com/states/karnataka/2020/oct/07/four-cops-suspended-in-karnataka-custodial-death-case-kin-to-get-rs-825-lakh-in-compensation-2207123.html>
23. "Govt assistance for kin of youth killed by CRPF." The Telegraph, 24 June 2020. <https://www.telegraphindia.com/jharkhand/govt-assistance-for-kin-of-youth-killed-by-crpf/cid/1783497>
24. Sarkar, Debashish. "CRPF personnel in Jharkhand booked for allegedly beating villagers in anti-Maoist ops." The Hindustan Times, 21 June 2020. <https://www.hindustantimes.com/india-news/crpf-personnel-in-jharkhand-booked-for-allegedly-beating-villagers-in-anti-maoist-ops/story-SFvSyqJvlrZ72joB31YwZL.html>
25. Apparasu, Srinivasa Rao. "Killed 25 'traitors' in Bastar, Maoists claim in statement." The Hindustan Times, 10 October 2020. <https://www.hindustantimes.com/india-news/killed-25-traitors-in-bastar-maoists-claim-in-statement/story-8VN7Q2p6ihmgHdsseIvRiK.html>
26. Ibid.
27. TNN. "Naxals kill 'cop informer' in West Singhbhum forest" The Times of India, 21 April 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/jamshedpur/naxals-kill-cop-informer-in-west-singhbhum-forest/articleshow/75258786.cms>
28. Express News Service. "Two tribals killed as Maoists trigger landmine blast in Vishaka Agency area." The New Indian Express, 3 August 2020. <https://www.newindianexpress.com/states/andhra-pradesh/2020/aug/03/two-tribals-killed-as-maoists-trigger-landmine-blast-in-vishaka-agency-area-2178653.html>
29. Mohanty, Aishwarya. "Tribal killed in suspected Maoist attack in Odisha." The Indian Express, 27 November 2020. <https://indianexpress.com/article/cities/bhubaneswar/tribal-killed-in-suspected-maoist-attack-in-odisha-6821309/>
30. Konikkara, Aathira. "We all refused: Adivasis contest lease of 2,730 acres to private firm in Attappady, Kerala." The Caravan, 23 November 2020. <https://caravanmagazine.in/communities/we-all-refused-adivasis-contest-lease-of-2730-acres-to-private-firm-in-attappady-kerala>
31. "FIR lodged against Vivekananda Memorial Club for attempt to murder in Laljuri, Kanchanpur." The Jummo Times, 23 October 2020. <https://www.thejummotimes.com/posts/fir-lodged-against-vivekananda-memorial-club-for-attempt-to-murder-in-laljuri-kanchanpur#>
32. Subba Rao, GVR. "TDP writes letter to NHRC, ST panel over attack on tribal." The Hindu, 17 November 2020. <https://www.thehindu.com/news/national/andhra-pradesh/tdp-writes-letter-to-nhrc-st-panel-over-attack-on-tribal/article33111372.ece>
33. Response of the Minister of Tribal Affairs, Government of India to Unstarred Question No. 71 in the Lok Sabha on 14.09.2020 relating to "Displacement of Tribals"
34. Singh, Vijaita. "34,000 Bru refugees to be settled in Tripura." The Hindu, 16 January 2020. <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/displaced-bru-tribals-from-mizoram-to-permanently-settle-in-tripura/article30577152.ece>
35. PIB Delhi. "Shri Amit Shah presides over signing of Historic Agreement to end the Bru-Reang Refugee Crisis; Around 34,000 Internally Displaced People to be settled in Tripura." Press Information Bureau, 16 January 2020. <https://pib.gov.in/PressReleaseDetailm.aspx?PRID=1599633>
36. Deb, Debraj. "Explained: Why the protests against Bru resettlement in Tripura have flared up?" The Indian Express, 23 November 2020. <https://indianexpress.com/article/explained/tripura-bru-migrants-settlement-protest-7061521/>
37. PTI. "Death toll rises to 2 in Tripura firing incident." The Times of India, 22 November 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/agartala/death-toll-rises-to-2-in-tripura-firing-incident/articleshowprint/79351995.cms>
38. Government of India, Ministry of Tribal Affairs. "Monthly update on status of implementation of the Forest Rights Act, 2006 for the period ending 31st March 2020." 31 March 2020. <https://www.fra.org.in/document/FRA%20Status%20Report%20up%20to%2031st%20March%202020-MoTA.pdf>
39. Tippana, Appala Naidu. "NHRC takes note of 'assault on tribal people by forest staff.'" The Hindu, 19 April 2020. <https://www.thehindu.com/news/national/andhra-pradesh/nhrc-takes-note-of-assault-on-tribal-people-by-forest-staff/article31384186.ece>
40. Dubey, Mithilesh Dhar. "The Odisha Forest Department demolishes homes of 32 tribal families amid the lockdown." Goan Connection, 28 April 2020. <https://en.gaoonconnection.com/the-odisha-forest-department-demolishes-homes-of-32-tribal-families-in-kalahandi-amid-the-nationwide-lockdown/>
41. Uppuleti, Jahnavi. "Haritha Haram and forest rights: How a scheme to increase green cover has upended the lives of Telangana's tribals." FirstPost, 18 September 2020. <https://www.firstpost.com/india/haritha-haram-and-forest-rights-how-a-scheme-to-increase-green-cover-has-upended-the-lives-of-telanganas-tribals-8827481.html>
42. Pal, Sumedha. "Chhattisgarh: Tribal Houses Razed to Ground in Dhamtari District." The News Click, 26 October 2020. <https://www.newsclick.in/Chhattisgarh-Tribal-Houses-Razed-to-Ground-in-Dhamtari-District>
43. National Crime Records Bureau, Ministry of Home Affairs. "Crime in India 2019." 2019, p. 615. <https://ncrb.gov.in/sites/default/files/CII%202019%20Volume%202.pdf>
44. Press trust of India. "CRPF Soldier Arrested For Allegedly Raping Tribal Woman In Chhattisgarh: Police." NDTV, 31 July 2020. <https://www.ndtv.com/cities/crpf-soldier-arrested-for-allegedly-raping-tribal-woman-in-chhattisgarh-police-2271698#:~:text=The%20accused%2C%20identified%20as%20Dulichand,her%20parents%2C%20senior%20police%20said&text=Sukma%3A,the%20police%20said%20on%20Thursday>



45. TNN. "Former inspector dismissed for 'raping' minor inside police station in Odisha." The Times of India, 1 July 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/bhubaneswar/former-inspector-dismissed-for-raping-minor-inside-police-station-in-odisha/articleshowprint/76723659.cms>; Mishra, Ashutosh. "Odisha Police Sacks Cop Over Conduct in Minor's Rape Case, Apologises to Survivor." The Wire, 2 July 2020. <https://thewire.in/rights/odisha-tribal-minor-rape-case>
46. National Crime Records Bureau. "Crime in India 2018." 2018, p. 161. [https://ncrb.gov.in/sites/default/files/Crime%20in%20India%202018%20-%20Volume%201\\_3.pdf](https://ncrb.gov.in/sites/default/files/Crime%20in%20India%202018%20-%20Volume%201_3.pdf)
47. National Crime Records Bureau, "Crime in India 2019." 2019, p. 161. <https://ncrb.gov.in/sites/default/files/CII%202019%20Volume%201.pdf>
48. Express News Service. "Koya tribal couple killed over witchcraft suspicion." The New Indian Express, 28 June 2020. <https://www.newindianexpress.com/states/odisha/2020/jun/28/koya-tribal-couple-killed-over-witchcraft-suspicion-2162465.html>
49. TNN. "Gujarat: Tribal widow tied to a pole and branded witch rescued." The Times of India, 26 July 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/surat/tribal-widow-branded-witch-tied-to-pole-rescued/articleshowprint/77174257.cms>
50. Ahmedabad, Satish Jha, and DHNS. "Tribal woman set on fire on suspicion of witchcraft in Gujarat." Deccan Herald, 21 November 2020. <https://www.deccanherald.com/national/west/tribal-woman-set-on-fire-on-suspicion-of-witchcraft-in-gujarat-918312.html>
51. "Three of same family beheaded by villagers in tribal Jharkhand for practising 'witchcraft'." The Free Press Journal, 29 October 2020. <https://www.freepressjournal.in/india/three-of-same-family-beheaded-by-villagers-in-tribal-jharkhand-for-practising-witchcraft>
52. Press Trust of India. "Two lynched, beheaded, set on fire over witchcraft suspicion in Assam." The Hindustan Times, 2 October 2020. <https://www.hindustantimes.com/india-news/two-lynched-beheaded-set-on-fire-over-witchcraft-suspicion-in-assam/story-2OqrnHYZZ2a3uYrrftWq8H.html>

**Dilip Kanti Chakma** est avocate et Présidente du *Indigenous Lawyers Association of India* (ILAI)

**Source :** IWGIA *The Indigenous World* 2021.

Traduction par le GITPA